

MARCHES PUBLICS
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PHASE CANDIDATURE

Marché global sectoriel en conception réalisation.

Établi en application du Code de la Commande Publique (ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018)

Personne publique : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS
2 rue de la Milétrie
CS 90577
86021 POITIERS CEDEX

Objet de la consultation :

**Marché global sectoriel en conception réalisation, pour la construction d'un bâtiment
URC / Odontologie / ORL (U2O).**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure avec négociation, en application des articles L 2171-5, L 2171-7 à L 2171-8
R 2172-2
R 2171-15 à R 2172-23 ; L 2124-3 et R 2161-12 à R 2161-20
du code de la commande publique.

Date et heure limites de
remise des candidatures : 28/10/2025 à 12h00.
Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris

Plate-forme des Achats de l'Etat
www.marches-publics.gouv.fr

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Service
DUME



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PHASE CANDIDATURE

SOMMAIRE

Article 1. - Objet de la consultation – durée du marché	3
1.1. -Objet de la consultation	3
1.2. -Durée du marché	3
Article 2. - Etendue de la consultation	3
Article 3. - Dispositions générales	3
3.1. -Décomposition du marché	3
3.1.1. -Tranches	3
3.1.2. -Allotissement	3
3.2. -Forme juridique de l'attributaire	4
3.3. -Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation	5
3.4. -Nomenclature communautaire pertinente.....	5
Article 4. - Délais de validité des propositions	5
Article 5. - Présentation des propositions	5
5.1. -Documents à produire.....	5
5.2. -Documents et renseignements disponibles par voie électronique et/ou déjà transmis précédemment	9
5.3. -Langue de rédaction des propositions	10
5.4. -Unité monétaire.....	10
Article 6. - Conditions d'envoi des propositions	10
6.1. Date et heure limite de réception :	10
6.2.-Modalités de transmission électronique	11
Article 7. - Jugement des propositions	11
7.1. Critères de jugement des candidatures :	11
7.2. Choix des candidats autorisés à présenter une offre :	11
7.2.1 Avis du jury.....	11
7.2.2 Décision de l'acheteur.....	11
7.3. Jury.....	11
7.4. Critères de jugement des offres.....	12
7.5. - Prime versée aux soumissionnaires.	13
Article 8. Variantes.....	14
8.1. Variantes à l'initiative du candidat.....	14
8.2. Variantes à l'initiative de la personne publique.....	14
Article 9. Renseignements complémentaires	14
Article 10. Notification électronique	14

Article 1. - Objet de la consultation – durée du marché

1.1.-Objet de la consultation

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après :

Marché global sectoriel en conception réalisation, pour la construction d'un bâtiment URC (Unité de Reconstitution des Cytotoxiques) / Odontologie / ORL (U2O).

Lieu : site de la Milétrie (86000 Poitiers) du CHU de Poitiers.

1.2.-Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement.

Article 2. - Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure négociée établie en application des articles L 2124-3, R 2161-12 à R 2161-20 du code de la commande publique.

Cette procédure se déroulera comme suit :

- Phase 1 : sélection des candidats après avis motivé du jury qui seront admis à remettre une offre. Pour information, date prévue de réunion du jury pour analyse des candidatures : 1/12/25.
- Phase 2 : Envoi d'une lettre d'invitation à soumissionner et remise d'une offre par les candidats sélectionnés, négociation éventuelle avec les candidats invités à présenter un projet et attribution du marché après avis motivé du jury au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conformément à l'article R2161-17 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, attribuer le marché dès la remise des offres initiales, sans recourir à la négociation.

La présente consultation donnera lieu à un marché public global (L2171-1 du code de la commande publique).

Article 3. - Dispositions générales

3.1.-Décomposition du marché

3.1.1.-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

3.1.2.-Allotissement

Après avoir réalisé les études de programme, le maître d'ouvrage décide que les prestations objet de la consultation ne sont pas alloties, pour les motifs suivants :

Le maître d'ouvrage décide que cette opération répond aux prescriptions des articles L2171-5 et L2411-1 et suivants du code de la commande publique.

Selon l'article L2171-5 (susvisé), les établissements publics de santé peuvent confier à un opérateur économique une mission globale portant sur la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien ou la maintenance de bâtiments ou d'équipements affectés à l'exercice de leurs missions.

L'estimation de la consultation s'élève à : 10 000 000 € HT (estimation des travaux).

3.2.-Forme juridique de l'attributaire

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf après autorisation donnée par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article R 2142-26 du code de la commande publique.

Composition attendue des membres du groupement :

- Un architecte ;
- Un bureau d'études tous corps d'états ou un groupement de bureaux d'études spécialisés ayant des compétences en structures, fluides-traitement d'air, énergies, VRD, acoustique, thermique, électricité, sécurité incendie, et tout intervenant nécessaire à la réalisation des missions confiées.
Il n'est pas demandé à ce stade de présenter les bureaux d'études dans le domaine de la radioprotection (pour les cabinets dentaires) ;
- Un économiste de la construction (qui peut être intégré ou externe au cabinet d'architecte ou bureau d'études) ;
- Un OPC. → La compétence peut être portée par un co-traitant ou un sous-traitant, par l'architecte ou le bureau d'études ;

Dans le cadre de la composition des équipes, le Maître d'Ouvrage impose les règles suivantes :

- 1 seule candidature par architecte. Un mandataire ne peut être présent dans une deuxième candidature.
- Clause d'exclusivité : chacun des bureaux d'études ne peut être présenté que dans maximum trois (3) groupements (SIRET identiques).

Le non-respect de l'une ou des 2 règles entraînera l'élimination de l'ensemble des groupements candidats concernés.

L'un des prestataires membres du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire.

Celui-ci représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations du marché.

N.B : l'architecte demeure toujours l'auteur du projet architectural mais il ne peut légalement se voir confier le rôle de mandataire du groupement, dans le sens où il lui est interdit d'accomplir des actes de commerce et il ne pourrait donc pas, en cas de défaillance d'un co-traitant, mettre en œuvre la solidarité qui incombe au mandataire d'un groupement (Conseil d'Etat, 7/11/86, n°55131, ville de Toulouse).

En revanche, le mandataire du groupement pourra être un bureau d'études présentant une surface financière suffisante.

La personne publique, lors de l'attribution du marché, imposera au groupement la forme de groupement conjoint avec mandataire solidaire afin de garantir que, quelle que soit la défaillance de l'un des cotraitants dans l'exécution de ses obligations (dépôt de bilan, maladie, retards...), le marché sera exécuté au même prix et sera garanti techniquement, juridiquement et financièrement.

Les candidatures doivent être signées, soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires.

Les missions de chaque membre du groupement seront clairement identifiées.

Si le candidat d'un marché global n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8 du code de la commande publique, est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

3.3.-Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation

Le candidat doit s'identifier sur le portail PLACE lors du retrait de dossier afin de recevoir tout renseignement concernant une éventuelle modification de dossier et les réponses aux questions posées par les candidats.

Afin de ne pas repousser la date limite de remise des plis, la personne publique se réserve la possibilité de ne pas apporter de réponse aux questions des candidats posées dans les 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures.

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de modification de détail dans un délai inférieur à celui mentionné ci-dessus, la date limite de remise des plis sera repoussée afin que les candidats disposent du même nombre de jours avant la remise des plis.

3.4.-Nomenclature communautaire pertinente

Les références à la nomenclature européenne CPV associées à la présente consultation sont les suivantes :

Code principal	Description
45215100-8	Travaux de construction de bâtiments liés à la santé
71320000-7	Services de conception technique

Article 4. - Délais de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée, pour la réception des propositions, à l'Article 6. - Conditions d'envoi des propositions du présent règlement.

Article 5. - Présentation des propositions

5.1.-Documents à produire

Documents à fournir à l'appui de la candidature conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 9) portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique

1. *La lettre de candidature (DUME ou DC1 ou forme libre) dument complété.*
2. *La déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DUME ou DC2 ou forme libre) dument complété en fonction des modalités indiquées ci-après.*
3. *La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.*
4. *Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (forme libre).*

5. *L'extrait K-BIS de moins de 3 mois, ou carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.*
6. *Le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DUME ou DC2 ou forme libre).*
 - a) *Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;*
 - b) *Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;*
 - c) *Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;*
 - d) *Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;*
 - e) *L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.*
7. *Afin de permettre une appréciation claire du groupement proposé, une présentation du groupement présentant les missions de chacun des membres et indiquant la part confiée aux PME ou artisans (une page maximum)*
 - *Qui êtes-vous ?*
 - *Qui fait quoi sur le projet ?*
8. *En plus de la liste ci-dessus, les documents à fournir à l'appui de la candidature, sont mentionnés à l'article 7.1 du présent RC.*

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie, le cas échéant, pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application de l'article R 2144-2 du code de la commande publique il pourra être demandé aux entreprises dont la candidature est incomplète, de fournir les justificatifs manquants dans un délai précisé dans le courrier, ce délai ne pourra pas être supérieur à 5 jours à compter de la date d'envoi de la demande, transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité.

La personne publique pourra également demander au candidat de compléter ou d'expliquer les

documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Remarques si recours à la sous-traitance ou à la constitution de groupements :

Pour chaque sous-traitant présenté avec l'offre, le candidat devra joindre :

- Le projet d'acte spécial de sous-traitance (DC4).
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant comme précisé ci-dessus.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des documents demandés ci-dessus sera fourni par chacun des membres du groupement.

Documents à fournir en phase offre (pour les candidats autorisés à présenter une offre) :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des précisions supplémentaires sur les documents attendus, lors de la communication du règlement de la consultation aux candidats retenus pour la phase offre.

Les candidats qui seront autorisés à présenter une offre transmettront :

1. L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé électroniquement* par la personne habilitée à engager la société. Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé et dupliqué si une variante est proposée.

Un acte d'engagement sera obligatoirement complété pour chaque offre (offre de base et variante) proposée.

2. Un relevé d'identité bancaire.

3. Une décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dûment remplie par la personne habilitée à engager la société (format de restitution : pdf + xlsx).

Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé et dupliqué si une variante est proposée.

4. Les entreprises auront à produire un dossier technique comprenant au minimum les documents suivants en langue française :

a) Note de présentation du groupement présentant les missions et la méthode de chacun des membres et indiquant la part confiée aux PME ou artisans (une page maximum)

- Qui êtes-vous ?
- Qui fait quoi et quand sur le projet ?
- Prestations et montants prévus d'être affectés aux PME ou artisans ?

b) Organisation fonctionnelle, respect du programme/écarts du PTD (programme technique détaillé) ou PFD (programme fonctionnel détaillé).

- Respect du programme, des fonctions ;
- Critique et écarts sur cahier des charges ;
- Suggestions.

c) Note sur les caractéristiques et qualité des modes constructifs et matériaux employés :

- Pertinence du mode constructif ;
- Structure gros œuvre/ fondations / façades (solutions, performances thermiques...) ;
- Par corps d'état (Revêtements, cloisons...) ;
- Des fiches techniques du matériel proposé.

d) Mémoire descriptif des prestations architecturales et de leur intégration :

- En clos couverts, étanchéité, (façades, couvertures, menuiseries et occultations...).

e) Mémoire descriptif des prestations techniques et des performances décrites dans le PFD et PTD.

Des notices techniques décrivant les performances et les solutions proposées dans les domaines suivants :

- Génie thermique et climatique ;
- Hygiène et traitement d'air des zones d'atmosphère contrôlées (ZAC) ;
- Electricité courants forts et faibles (solution alimentation normale, solution alimentation secours, solutions et techniques de GTB, téléphonie, vidéosurveillance et contrôle d'accès...) ;
- Environnement (isolation acoustique...).

f) Un calendrier et planning détaillé de l'opération qui pourra s'inspirer du planning prévisionnel joint au DCE.

g) Le cahier des écarts, sera constitué de la liste des prestations dont les performances sont supérieures aux exigences du programme avec l'indication de l'incidence financière correspondante.

A ce stade, sauf impossibilité ou incohérence du programme, le cahier des écarts ne fera pas apparaître de prestations aux performances inférieures aux minima imposés par le programme ; celles-ci étant proscrites.

5. Attestation de visite signée par le représentant du maître d'ouvrage (les modalités de visite seront transmises pendant la phase offre).

Les documents doivent être transmis sous un format non modifiable. L'acte d'engagement et l'offre financière doivent être signés* et chiffrés électroniquement

*Remarque : la signature (manuscrite ou électronique (en application de l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 12) portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique,)) de l'offre du candidat devient obligatoire au stade de l'attribution du marché et non à celui de son dépôt.

Le CHU de Poitiers attire l'attention des candidats sur le fait que l'absence de signature au stade du dépôt de l'offre sur l'acte d'engagement n'entraînera, de fait, pas le rejet de ladite offre.

La signature de l'offre reste néanmoins souhaitée afin de rendre plus rapides les formalités d'attribution du marché.

Si le candidat ne dispose pas de signature électronique, la personne publique pourra accepter la signature manuscrite.

En application de l'article R 2152-1 du code de la commande publique, il pourra être demandé aux entreprises dont l'offre est irrégulière ou inacceptable, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse, de régulariser la proposition dans un délai précisé dans le courrier, ce délai ne pourra pas être supérieur à 8 jours à compter de la date d'envoi de la demande, transmise par voie dématérialisée.

La régularisation des offres ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Documents à fournir par le candidat retenu uniquement

Le candidat retenu, ayant produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai maximum de huit jours à compter de la date d'envoi de la demande par la personne publique, transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité, les pièces et attestations suivantes :

- Pour les candidats établis en France, l'un des documents listés à l'article D 8222-5-2° du code du travail (article D 8222-7-1°-a pour les candidats établis à l'étranger)
- Une attestation de déclarations sociales (formulaire URSSAF relatif aux déclarations sociales et intitulé « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales ») datant de moins de six mois par rapport à la date de la demande,
- Les attestations justifiant de la régularité de la situation du candidat eu égard à ses obligations fiscales .

Passé ce délai, la demande sera faite auprès du candidat classé n°2 et ainsi de suite.

Documents récupérables sur « PLACE » :

Les candidats ayant répondu via la plateforme PLACE [https:// www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr) ou y disposant d'un compte ne sont pas tenus de fournir les certificats suivants, ces derniers pouvant être obtenus directement par la personne publique via ce dispositif :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements correspondant aux impôts mentionnés au II de l'article 1 ;
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale mentionné au I de l'article 2 délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévu au I de l'article 2 délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- Le certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP ;
- Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés mentionné au IV de l'article 2

Toutefois, si le document justificatif n'est pas disponible dans PLACE, l'attributaire pressenti devra le produire à la demande de l'acheteur dans les conditions mentionnées ci-dessus à l'article « Documents à fournir par le candidat retenu uniquement ».

5.2.-Documents et renseignements disponibles par voie électronique et/ou déjà transmis précédemment

Documents et renseignements du candidat disponibles par voie électronique

Les documents et renseignements listés dans les rubriques « Documents à fournir à l'appui de la candidature » et « Documents à fournir par le candidat retenu uniquement » ne seront pas à fournir si le candidat indique dans réponse :

- Le(s) site(s) Internet officiel(s) ou l'(es) espace(s) de stockage numérique sur le(s)quel(s) il est possible d'obtenir ces informations

- Les modalités d'accès à ces informations (adresse électronique, mot de passe etc....)

L'accès à ces informations devra être gratuit pour le pouvoir adjudicateur.

Si la consultation n'est pas possible (problème technique, information indisponible ou non lisible), le pouvoir adjudicateur pourra demander au candidat les documents et renseignements selon les modalités prévues dans les rubriques ci-dessus.

Documents et renseignements déjà fournis dans le cadre d'une précédente consultation

Par ailleurs, le candidat pourra mentionner dans sa réponse les références d'une consultation antérieure lancée par le CHU de Poitiers et à l'occasion de laquelle le candidat a déjà fourni les pièces toujours en cours de validité. Dans ce cas, les pièces ne seront pas à fournir par le candidat.

La référence devra comporter le numéro de procédure (sous la forme XXSXXX) et l'objet de la procédure.

S'il s'avère que ces documents et renseignements ne sont pas adéquats ou ne sont plus valables, ces derniers seront à fournir selon les modalités prévues dans les rubriques ci-dessus.

5.3.-Langue de rédaction des propositions

La réponse et les propositions doivent être rédigées en langue française.

Conformément à l'article R 2143-16 du code de la commande publique, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

5.4.-Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Article 6. - Conditions d'envoi des propositions

6.1.Date et heure limite de réception :

Les candidatures devront parvenir **avant le**

28/10/2025 à 12 heures,
date limite de remise des candidatures.

Les candidats doivent impérativement **envoyer leur candidature par voie dématérialisée**.

Toute offre papier sera rejetée pour irrégularité (sauf en application des dispositions fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, conformément à l'arrêté du 22/03/2019 – texte n°15).

La copie de sauvegarde doit être transmise à la Direction Constructions Patrimoine & Transition Ecologique – Unité marchés budget – 2 rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS CEDEX

Le CHU de Poitiers n'accepte pas la transmission de la copie de sauvegarde par voie électronique

Cependant, le candidat conserve la faculté d'envoyer par une autre voie (papier par exemple), les documents et pièces que le candidat ne peut matériellement transmettre en format électronique (par exemple : les échantillons, plan, esquisses, maquettes, catalogues...) et qui ne modifient pas les caractéristiques essentielles de l'offre.

6.2.-Modalités de transmission électronique

En cas de plusieurs envois successifs, seulement le dernier envoi pourra être retenu.

Si le candidat souhaite procéder à un rectificatif de dossier avant la date limite de remise des candidatures il doit transmettre un dossier complet.

Article 7. - Jugement des propositions

7.1.Critères de jugement des candidatures :

Le jugement des candidatures sera effectué à partir des critères suivants :

- Compétences et moyens techniques de tous les membres de l'équipe et pertinence de la composition de l'équipe.
- Qualités et compétences proposées pour des opérations récentes (depuis moins de 10 ans ou en cours), présentées sous forme de fiches ou documents synthétiques pour :
 - Type 1 : des opérations de création de laboratoire avec traitement d'air de haute technicité équivalent ou supérieure à la classe ISO6 (laboratoire P3, MTi, URC, salles blanches, ...) ;
 - Type 2 : des opérations de construction hospitalière (médecine, plateaux de consultation, chirurgie ambulatoire, ...) avec une surface dans œuvre minimum de 3000 m² ;
 - Type 3 : des opérations de complexité équivalente (restructuration-extension de bâtiments avec maintien de l'activité) et d'importance comparable (en surface et en montant financier).

Tous les critères énoncés ci-dessus sont considérés comme équivalents entre eux.

Les critères de sélection des candidatures précisés ci-dessus seront analysés par le jury à partir des présentations des projets de type 1, 2 et 3 (supra) remis par le candidat, à qui il appartient de les compléter.

7.2. Choix des candidats autorisés à présenter une offre :

7.2.1 Avis du jury

Conformément à l'article R2171-18 du code de la commande publique, un jury sera désigné par l'acheteur qui examinera les candidatures, dressera un procès-verbal d'examen des candidatures et formulera un avis motivé sur la liste des candidats à retenir.

7.2.2 Décision de l'acheteur

Sur la base des critères de sélection des candidatures tels que définis à l'article 7.1 (supra) et sur l'avis motivé du jury, le maître d'ouvrage arrêtera la liste des candidats (4 maximum) admis à remettre une offre.

Il est précisé que l'acheteur se laisse la possibilité de poursuivre la procédure si le nombre de candidat admis est inférieur à 4.

7.3. Jury

Un Jury sera désigné par le pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles R2171-16 à R2171-17 du code de la commande publique.

Il sera composé de personnes indépendantes des candidats.

Le rôle du Jury est :

A chaque étape de la négociation, (y compris si le pouvoir adjudicateur use de sa faculté de réduire le nombre d'offre à discuter),

- d'examiner les propositions,
- de dresser un procès-verbal de cet examen,
- de formuler un avis motivé au vu duquel le nombre d'offres pourra le cas échéant être réduit (R2161-18 du code de la commande publique).
- d'examiner les offres,
- d'auditionner les candidats admis à présenter une offre,
- de dresser un procès-verbal de cet examen et de ces auditions,
- de formuler un avis motivé au vu duquel le marché sera attribué.

Lors de la phase offre, les auditions se dérouleront de la manière suivante :

Chaque groupement disposera d'environ 1h30 heures, dont 30 à 45 minutes d'exposé libre de présentation + 30 à 45 minutes de questions/réponses.

L'ordre de passage sera déterminé par le maître d'ouvrage.

Les modalités de cette audition, dont la convocation, seront communiquées aux candidats admis à présenter une offre.

7.4.Critères de jugement des offres.

Les critères d'appréciation des offres ainsi que leur coefficient de pondération sont les suivants :

- 1) Méthode et organisation du projet - respect du PFD, du PTD (note de 0 à 6, pondération 30 %) ;
- 2) Organisation du groupement – compétences – part dévolue aux PME (petites et moyennes entreprises) ou à des artisans... (note de 0 à 6, pondération 5 %) ;
- 3) Qualité technique : éléments techniques et équipements proposés (note de 0 à 6, pondération 15 %) ;
- 4) Qualité architecturale et intégration dans l'environnement (note de 0 à 6, pondération 15 %) ;
- 5) Planning et modalités de réalisation pour respecter le calendrier (note de 0 à 6, pondération 10 %) ;
- 6) Prix des prestations (note de 0 à 6, pondération 25 %) ;

Note maximale pour l'offre la plus économiquement avantageuse, après vérification d'éventuelles omissions ou erreurs.

Autres notes :

Formule : $n = (Po/P) \times 25$

Dont :

Po = Prix le plus bas ;

P = Prix de l'offre étudiée ;

N= Note.

La notation des critères de choix (sauf pour le critère 6 supra) s'effectuera avec l'échelle de notation suivante :

- 0 : offre ne répondant pas au besoin
- 1 : mauvais
- 2 : passable
- 3 : moyen
- 4 : bon
- 5 : très bon
- 6 : optimale

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer le ou les marchés sans négociation si les offres sont considérées optimales.

Les offres inappropriées seront éliminées.

Outre l'application de l'article R 2152 – 2 du code de la commande publique les offres irrégulières ou inacceptables pourront faire l'objet d'un cycle de négociations spécifique afin de lever les irrégularités constatées dans ces offres à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque le cycle de négociations a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées conformément à l'article R 2152-1 dudit code.

Les négociations s'ouvriront avec l'ensemble des sociétés. Il sera procédé, à cette occasion à une négociation portant sur l'ensemble des critères. Dans ce cas, cet élément sera également précisé dans le courrier d'invitation.

Cette négociation se fera soit par l'envoi d'un questionnaire via la plateforme de dématérialisation, soit par une rencontre avec les candidats sélectionnés.

Une convocation leur sera alors adressée précisant la date, la durée programmée de l'entretien ainsi que les modalités pratiques de son déroulement.

Les candidats seront informés de la date limite de remise des offres négociées à l'issue de la séance de négociations via la plateforme de dématérialisation.

La remise de l'offre négociée devra se faire par voie dématérialisée.

En cas de renégociation, la date de remise des offres définitives sera communiquée via la plateforme de dématérialisation et marquera la fin des négociations.

La remise de l'offre négociée devra se faire par voie dématérialisée.

En cas d'absence de la société dûment convoquée à la réunion de négociation ou en l'absence de réponse l'offre sera analysée en l'état et sans modification.

L'attribution du marché sera effectuée au vu de l'avis motivé du jury, parmi les soumissionnaires retenus et ayant remis une offre finale, à celui qui aura proposé l'offre économiquement la plus avantageuses en fonction des critères précisés ci-dessus.

Une fois appliquées les formules de calcul, l'offre ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sera retenue comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse.

7.5.- Prime versée aux soumissionnaires.

Les prestations prévues à la remise de l'offre finale sont du niveau de l'avant-projet sommaire (articles R2171-18 & D2171-6 du code de la commande publique).

Chaque concurrent qui aura remis une offre répondant aux exigences du dossier de consultation pourra bénéficier d'une indemnité d'un montant de 80 000 € TTC.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le jury pourra proposer de réduire ou de supprimer le versement de cette somme.

Pour le lauréat, cette somme constituera le premier acompte payé au titre du marché.

Article 8.Variantes

8.1.Variantes à l'initiative du candidat

Les candidats peuvent proposer, conformément aux articles R 2151-8 à R 2151-11 du code de la commande publique, une offre comportant des variantes. Ces propositions variantes ne peuvent porter que sur les aspects suivants :

- administratif : planning, organisation des délais.

Les propositions variantes doivent faire l'objet d'une présentation distincte de l'offre de base, par duplication des documents joints au dossier de consultation :

- Un acte d'engagement
- DPGF avec la mention variante
- L'ensemble des pièces composant le dossier technique afférent à cette variante.

Les avantages et les inconvénients de la proposition variante par rapport à l'offre de base doivent être clairement exprimés.

Les candidats qui présenteront des offres proposant une variante sont également tenus de présenter une offre de base conforme à la solution exigée dans les documents de consultation.

L'analyse des offres intégrera uniquement l'(es) variante(s) retenue(s) par le CHU ou les variantes nécessaires afin de comparer les propositions sur la base d'une configuration identique.

8.2. Variantes à l'initiative de la personne publique

Néant.

Article 9.Renseignements complémentaires

L'espace d'échanges sécurisé du portail « PLACE » doit être utilisé pour poser une question au pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée à tous les candidats identifiés ayant été destinataires du dossier.
En cas de problème de téléchargement du DCE ou de mise en ligne d'une offre électronique, il convient de s'adresser à la hotline entreprises de la plateforme.

Un guide d'utilisation est téléchargeable en ligne

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Article 10.Notification électronique

Le C.H.U. de Poitiers notifie ses marchés publics par voie électronique uniquement.
L'attributaire sera invité par mail à retirer le marché sur la plateforme d'échanges électroniques « PLACE ».

La date de notification correspondra à la date de retrait.

L'utilisation de la plateforme ne nécessite aucun enregistrement préalable et n'occasionne aucune dépense supplémentaire pour l'attributaire d'un marché. Seul un accès Internet est nécessaire.